



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERÊT

N° 100 /ASMI/MINTP/SG/DET/CAO/IE2/OBD DU 09 DEC 2022

POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PONT ET DE CES ACCÈS SUR LA RIVIÈRE MOUNGO, ROUTE RÉGIONALE INTER N8-MOMBO-BAJOH DANS LE DÉPARTEMENT DU KUPÉ MANENGUBA, RÉGION DU SUD-OUEST (PHASE 02).

Dans le but de constituer une liste restreinte des entreprises pour les travaux de construction d'un pont et de ces accès sur la rivière MOUNGO, route Régionale Inter N8-MOMBO-BAJOH dans le Département du Kupé Manenguba, Région du Sud-Ouest (phase 02), le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI), à l'intention des Entreprises et/ou Groupement d'Entreprises du secteur des BTP qui désirent participer à la pré-qualification pour ces travaux.

Ces travaux seront financés par le Budget d'Investissements Publics du Ministère des Travaux Publics, au titre des exercices budgétaires 2023 et suivants.

I-OBJET DE LA SOLLICITATION

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Entreprises et/ou Groupement d'Entreprises devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint relatif à la construction d'un pont et de ces accès sur la rivière MOUNGO, route Régionale Inter N8-MOMBO-BAJOH dans le Département du Kupé Manenguba, Région du Sud-Ouest (phase 02).

II-CRITERES DE QUALIFICATION

1. Etre une Entreprise ou Groupement d'Entreprises du secteur des BTP ;
2. Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises, notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point III.1 ci-dessous ;
 - Avoir une expérience suffisante dans le domaine visé (**construction des ouvrages d'art**) ;
 - Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les travaux à réaliser ;
 - Avoir une capacité financière produite par un établissement bancaire de premier ordre et attestant que l'entreprise est capable de préfinancer les travaux à hauteur de 100 millions de FCFA.

III- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat portent sur les opérations ci-après :

Installation de chantier, amené et repli du matériel

Nettoyage et désherbage

Remblai provenant d'emprunt

Mise en forme de la plateforme

Création des fossés et exutoires

Ouverture de piste au bulldozer

Fourniture et pose de buse métallique diam 800

Puisard en maçonnerie de moellons pour buse métallique diam 800

Tête en maçonnerie de moellons pour buse métallique diam 800

Batardeau

Fouilles pour semelles

Enracinage (forage des aciers dans la roche)

Enrochement pour culées et piles*de pont

Béton de propreté dosé à *150kg/m³
 Béton armé dosé à 350kg/m³ A
 Trottoir en béton armé, (avec béton de classe B30)
 Béton ordinaire pour étanchéité dosé à 250kg/m³
 Maçonnerie de moellon pour culées
 Ralentisseurs de vitesse aux entrées du pont
 Fourniture et pose des IPE 550
 Fourniture et pose des IPE 450 pour entretoise
 Plus-value de transport des matériaux
 Appareils d'appui en néoprène
 Peinture anticorrosive/bitumineuse pour garde-corps
 Travaux en atelier (perçage et soudure)
 Boulonnerie
 équivalent
 Coffrage ordinaire type WD 50 ou équivalent
 Coffrage soigné
 gargouilles
 Etudes
 Plan de recollement
 Garantie décennale
 Signalisation et sécurité
 Garde-corps métallique
 Epreuve de chargement
 Panneau de signalisation métallique type A
 Balise en béton armé

IV - DOSSIER DE CANDIDATURE

Les Entreprises ou Groupement d'Entreprises qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les travaux décrits ci-dessus devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) volumes :

IV -1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

1. une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint s'il est présélectionné ;
2. une attestation de non redevance en cours de validité ;
3. l'accord de groupement, le cas échéant ;
4. l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général, autorise de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
5. une attestation de non-faillite, délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
6. l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP ;
7. l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable et précisant l'objet de la soumission et le numéro de l'Appel d'offres ;
8. l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire à laquelle sera domicilié le marché en cas d'attribution. Elle devra être délivrée par une Banque agréée par le Ministre en charge des Finances ;

En cas de groupement d'Entreprises, les pièces ci-dessus doivent être fournies par chaque membre du groupement, à l'exception des pièces 1, 3 et 8.

N.B : L'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera l'élimination du candidat.

IV - 2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

IV -2-1 : Les moyens humains :

IV -2-1-1 : La liste du personnel d'encadrement

Le candidat fournira la liste définissant le personnel clé accompagnée:

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de présentation de l'original du diplôme
- pour les Ingénieurs de Génie Civil, l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC).
- de l'attestation de disponibilité ;

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro(0).

Le personnel à mettre en place est le suivant :

- **Conducteur des Travaux :**
Ingénieur de génie civil de niveau BAC+ 3 au moins; disposant d'au moins 07 ans d'expérience générale et avoir assuré la fonction de Conducteur des travaux pour au moins 02 projets de construction, de réfection, de réhabilitation ou d'entretien d'ouvrage d'art
- **Un Chef de chantier :**
Technicien Supérieur de Génie Civil au moins; disposant d'au moins 05 ans d'expérience générale et avoir assuré le poste de chef chantier pour au moins (01) un projet de construction, de réfection, de réhabilitation ou d'entretien d'ouvrage d'art
- **Responsable du Laboratoire Géotechnique :**
Technicien de Génie Civil au moins; disposant d'au moins 05 ans d'expérience générale et avoir au moins deux (02) projet au poste de responsable de laboratoire géotechnique dans le domaine des routes ou d'ouvrages d'art
- **Un Topographe :**
Technicien Supérieur en topographie ; disposant d'au moins 05 ans d'expérience générale et avoir au moins un (01) projet au poste de responsable topographe dans le domaine des routes ou d'ouvrages d'art
- **Responsable Administratif :**
Bachelier ou plus ayant au moins cinq (05) ans d'expérience générale et trois (03) ans d'expérience pratique dans la gestion Administrative du personnel ou Financière dans une structure des Travaux Public.

IV -2-1-2 : L'organigramme complet de l'Entreprise

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois (03) mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées.

IV -2-2 : Les références de l'Enterprise

Les références à fournir sont les suivantes:

Avoir réalisé au cours des (5) cinq dernières années un projet de réhabilitation ou de construction d'un ouvrage d'art d'un montant TTC supérieur ou égal à 150 000 00 FCFA TTC.
--

Avoir réalisé au cours des (5) cinq dernières années un projet de réhabilitation ou de construction de route d'un montant TTC supérieur ou égal à 100 000 000 FCFA TTC.

IV -2-3 : Les moyens logistiques, techniques et matériels

L'entreprise devra justifier de la propriété et de l'état du matériel nécessaire à l'exécution des travaux. Les justificatifs du matériel sont les photocopies certifiées conformes des cartes grises légalisées par les services compétents du Ministère des Transports ou les photocopies certifiées conformes d'attestation de dédouanement datant de moins de trois mois à la date limite de remise des offres pour le matériel roulant, et les photocopies certifiées de factures pour les autres matériels.

En cas de location, joindre une copie du contrat de location et les copies certifiées conformes des pièces justifiant que la partie qui loue le matériel en est propriétaire. Ces pièces doivent dater de moins de trois mois à la date limite de remise des offres. La liste du matériel minimum à fournir est la suivante :

- 01 Pick-up ;
- 01 Bétonnières ;
- 01 Moto pompe ;
- 01 Groupes électrogènes
- Matériel géotechnique (densitomètre, moule Proctor, dames Proctor, balances, série de tamis) ;
- Petit matériel de chantier.
- 01 Pelle excavatrice ;
- 01 Pelle chargeuse
- 02 Camions bennes
- 01 Compacteur vibrant ;

IV -2-4 : L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur général de l'entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence et de la qualité du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage, en cas de besoin.

IV -2-5 : Le reportage photographique du site des travaux

Le reportage devra faire ressortir :

- les accès à l'ouvrage
- le lit du cours d'eau (amont et aval)
- le point de rupture du trafic ;
- toutes autres images jugées nécessaires.

V- CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION DES ENTREPRISES

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

V-1 : Critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif incomplet pour absence de l'une des pièces exigées ;
- b) Offre technique incomplète ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) Absence du reportage photographique du site des travaux ;
- e) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 18 critères / 21 critères ;
- f) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération ;

- g) Absence d'une capacité financière produite par un établissement bancaire de premier ordre et attestant que l'entreprise est capable de préfinancer les prestations à hauteur de 100 millions de FCFA

V-2 : Critères essentiels

➤ Personnel d'encadrement	=	10 critères
➤ Matériel	=	09 critères
➤ Références	=	02 critères
TOTAL	=	21 critères

NB : Les pièces administratives et techniques signées par les personnalités non compétentes ne seront pas prises en compte.

VI-DÉPÔT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature comportant les volumes 1 et 2, rédigés en français ou en anglais, devront être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marquées comme tels, sous pli fermé et scellé au secrétariat de la Direction des Contrats 2ème Etage porte N°207 du nouveau bâtiment R+3, abritant certain services centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre du Ministère des travaux Publics, le 06 JAN 2023 à 15 heures précises, heure locale, avec la mention :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° _____/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE2/OBD DU _____

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PONT ET DE CES ACCÈS SUR LA
RIVIÈRE MOUNGO, ROUTE RÉGIONALE INTER N8-MOMBO-BAJOH DANS LE
DÉPARTEMENT DU KUPÉ MANENGUBA, RÉGION DU SUD-OUEST (PHASE 02).»**

VII- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire d'ordre technique, s'adresser à la Direction des Contrats ou Division des ouvrages d'arts, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

VIII- PUBLICATION DES RÉSULTATS :

Les Entreprises retenues à l'issue du présent ASMI seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres National Restreint pour les travaux de construction d'un pont et de ces accès sur la rivière Moungo, route régionale INTER N8-MOMBO-BAJOH dans le Département du KUPÉ MANENGUBA, Région du Sud-ouest (phase 02).

Fait à Yaoundé, le 09 DEC 2022

Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D.



100

No.

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
/ASMI/MINTP/SG/DCI/CAO/IE2/OBD OF

09 DEC 2022

**FOR THE CONSTRUCTION OF A BRIDGE OVER RIVER MUNGO AND ITS ACCESS
ROADS ON REGIONAL ROAD INTER N8-MOMBO-BAJOH IN KUPÉ-MANENGUBA
DIVISION, SOUTH-WEST REGION (PHASE 2).**

In order to draft a short list of contractors for the construction of a bridge over River MUNGO and its access roads on regional road Inter N8-MOMBO-BAJOH in Kupe-Manenguba Division, South-West Region (phase 2), the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Call for Expression of Interest, intended for construction companies and/or joint ventures in the building and public works sector willing to take part in the pre-selection process ahead of the works.

These works shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works for the financial year 2023 et seq.

I-PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

The purpose of this Call for Expression of Interest is the pre-selection of contractors and/or joint ventures willing to take part in the Limited National Call for Tenders relating to the construction of a bridge over River MUNGO and its access roads on Regional Road Inter N8-MOMBO-BAJOH in Kupe-Manenguba Division, South-West Region (phase 2).

II-QUALIFICATION CRITERIA

1. Be a contractor or joint venture in the building and public works sector;
2. Show proof of the relevant administrative, technical and financial capacities, especially:
 - Present an administrative file compliant with the specifications of point III.1 below;
 - Show proof of significant experience in the field concerned (**construction of engineering structures**);
 - Have the equipment and staff compatible with the works to be carried out;
 - Have a financing capacity issued by a first class banking institution and certifying that the contractor is able to pre-finance the works up to 100 million CFAF.

III-SCOPE OF WORKS

The works to be carried out under this contract shall concern the following tasks:

Site installation, bringing and removal of equipment;
Cleaning and weeding;
Borrowed backfill;
Reshaping of the roadbed;
Creation of ditches and outlets;
Track opening with bulldozer;
Supply and laying of metallic pipe culverts of 800 in diameter;
Quarry stone sumps for metal pipe culverts of 800 in diameter;
Head in quarry stone sumps for metal pipe culverts of 800 in diameter;
Cofferdam;
Excavation for footings;
Rooting (drilling of steel into the rock);
Rockfill for bridge abutments and piles;

Binding concrete dosed at 150kg/m³;
Reinforced concrete dosed at 350kg/m³;
Reinforced concrete sidewalk (with class B30 concrete);
Regular concrete for waterproofing dosed at 250kg/m³;
Quarry stone masonry for abutments;
Speed bumps at bridge entrances;
Supply and installation of IPE 550s;
Supply and installation of IPE 450s for crossbeams;
Added value for the transport of materials;
Neoprene supporting devices;
Anti-corrosive/bituminous paint for guardrails;
Shop works (drilling and welding);
Bolt and nut works and the like;
WD 50-type ordinary formwork or equivalent;
Smooth formwork;
Waterspouts;
Studies;
Post-completion drawing;
Ten-year guarantee;
Road signs and safety;
Metal guardrails;
Loading test;
Type A metal road sign;
Reinforced concrete marker.

IV-APPLICATION FILE

Contractors or joint ventures willing to express their interest in the execution of the aforementioned works must provide the following documents, presented in two (2) volumes:

IV-1: Volume 1 (Administrative Documents)

“Volume 1” shall comprise the following administrative documents (originals or certified true copies, dated no more than three (3) months and valid for the current financial year):

1. a cover letter duly dated and signed by the contractor and specifying that they intend to tender for the Limited National Call for Tenders should they be pre-selected;
2. a valid attestation of non-indebtedness;
3. the joint-venture agreement, if need be;
4. an authorisation to verify the references duly signed by the General Manager permitting all necessary verifications, so as to ensure the accuracy of information relating to the references presented;
5. an attestation of non-bankruptcy issued by the Court Registry having jurisdiction over the applicant's registered office area;
6. the original attestation of non-exclusion from public contracts issued by PCRA;
7. the original attestation signed by the General Manager of the National Social Insurance Fund or one of their duly mandated representatives, certifying that the contractor is up to date with their contributions and indicating the object of the bid and the Tender File number;
8. the attestation of the tenderer's direct debit through which the contract shall be paid if awarded; it must be issued by a bank approved by the Ministry of Finance.

In the event of a joint venture, the aforementioned documents must be submitted by each of the constituent members, except for documents 1, 3 and 8.

Note: The contractor shall be disqualified in the event of absence or non-validity of one of the aforementioned documents.

IV-2: Volume 2 (Technical File)

The technical file shall comprise the following:

IV-2-1: Human Resources:

IV-2-1-1: List of Supervisory Staff

The contractor shall submit the list of key staff alongside the following:

- a signed curriculum vitae of each staff member;
- a certified true copy of the diploma of each staff member;
- an attestation of presentation of the original diploma;
- for Civil Engineers, the attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- the attestation of availability.

Failure to provide one of these documents shall result in a zero (0) score for the expert concerned.

The staff members to be mobilised shall be as follows:

- **Works Foreman:**
A civil engineer with at least a Bachelor's degree, 7 years of general experience, and having operated as works foreman on a minimum of 2 projects concerning the construction, repair, rehabilitation or maintenance of engineering structures.
- **Site Foreman:**
A senior civil engineering technician at least, with a minimum of 5 years of general experience, and having been a site foreman on at least 1 project concerning construction, repair, rehabilitation or maintenance of engineering structures.
- **Geotechnical Laboratory Manager:**
A civil engineering technician at least, with a minimum of 5 years of general experience, and having occupied this position on at least 2 projects concerning road construction or engineering structures.
- **One Topographer:**
A senior topographer at least, with a minimum of 5 years of general experience, and having occupied this position on at least 1 project concerning road construction or engineering structures.
- **Administrative Manager:**
Holder of GCE A/L at least with a minimum of five (5) years of general experience and three (3) years of practical experience in the administrative management of personnel or finance in a public works institution.

IV-2-1-2: Complete Organization Chart of Construction Company

NOTE: The proposed staff shall be assessed only if the relevant supporting documents dating less than three (3) months are duly signed and submitted.

IV-2-2: Contractor's References

The references to be provided shall be as follows:

Must have executed over the last five (5) years a civil engineering rehabilitation or construction project amounting to at least CFAF15,000,000 including taxes;
--

Must have executed over the last five (5) years a road rehabilitation or construction project amounting to at least CFAF100, 000,000 including taxes.

IV-2-3: Logistical, Technical and Material Resources

The contractor must show proof of ownership of the equipment necessary to execute the works. Supporting documents for such equipment include: photocopies of car registration certificates certified by competent authorities of the Ministry of Transport, or certified copies of customs clearance certificates dated less than three months at the tender submission deadline for the rolling stock, and certified photocopies of invoices for any other equipment.

For rented property, the contractor must attach a copy of rental contract and certified true copies of the documents attesting that the party renting out the equipment is the owner. These documents must date no more than three (3) months at the tender submission deadline. The list of the minimum equipment required is as follows:

- 1 pick-up truck;
- 1 concrete mixer;
- 1 motor pump;
- 1 generator
- Geotechnical equipment (densitometer, Proctor mould; dames blades, scales, series of sieves);
- Small construction equipment.
- 1 crawler excavator
- 1 backhoe loader
- 2 dump trucks
- 1 vibratory compactor;

IV-2-4: Authorisation to Verify Declarations

This authorisation duly signed by the General Manager of the construction company, shall enable the Minister of Public Works to carry out all verifications deemed necessary to ensure the existence and quality of the equipment listed in the application file and the accuracy of information relating to the references presented to the Project Owners concerned.

NOTE: The location of the said equipment must be stated to enable verification by the Project Owner, where necessary.

IV-2-5: Photographic Report of Work Site

The report must highlight the following:

- The access roads to the structure;
- The stream channel (upstream and downstream);
- The traffic disruption point;
- All other images deemed necessary.

V-ASSESSMENT AND SELECTION CRITERIA

Tender documents submitted shall be assessed based on the following criteria:

V-1: Eliminary Criteria:

- a) Incomplete administrative file due to the absence of one the documents required;
- b) Incomplete technical offer;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Absence of the photographic report for the work site;
- e) Failure to obtain a technical score of at least **18 out 21 criteria**;
- f) Presence of a state employee without justification of their availability;
- g) Absence of the financing capacity issued by a first class banking institution and certifying that the consultant is able to pre-finance the works up to CFAF100,000,000.

V-2: Essential Criteria

➤ Supervisory staff	=	10 criteria
➤ Material	=	9 criteria
➤ References	=	2 criteria

TOTAL = **21 criteria**

Note: The administrative and technical documents signed by non-competent authorities shall not be taken into account.

VI-SUBMISSION OF FILES

Application files comprising volumes 1 and 2 drafted in English or French and in quadruplicate (4) including one (1) original and three (3) copies labelled as such, shall be submitted in a sealed envelope at the Secretariat of the Department of Contracts, 2nd floor, Room 207 of the new three-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde on the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, on 08 JAN 2023 at 3 p.m. prompt, local time. They shall bear following:

“CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. _____/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE2/OBD OF _____

**FOR THE CONSTRUCTION OF A BRIDGE OVER RIVER MUNGO AND ITS ACCESS
ROADS ON REGIONAL ROAD INTER N8-MOMBO-BAJOH IN KUPE-MANENGUBA
DIVISION, SOUTH-WEST REGION (PHASE 2).”**

VII-FURTHER INFORMATION

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts or Engineering Structures Division, located on the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde.

VIII-PUBLICATION OF RESULTS:

The contractors selected at the end of this Call for Expression of Interest shall be consulted as part of the Limited National Call for Tenders for the construction of a bridge and its access roads over River MUNGO on regional road Inter N8-MOMBO-BAJOH in Kupe-Manenguba Division, South-West Region (phase 2).

Done in Yaounde on 09 DEC 2022

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.